Appel du Collectif national pour une Paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens

Le bombardement intensif de Gaza depuis 7 jours, avec plus de 2 500 raids aériens, a causé la mort de 180 Palestiniens, blessé 1 089 autres et détruit plus de 290 habitations. **Le bilan s'alourdit à chaque heure,** et l'offensive terrestre a commencé.

Une nouvelle fois le pouvoir israélien déclenche un déluge de feu sur Gaza, au prétexte de tirs de roquettes, mais avec pour objectif avoué de **mettre fin au gouvernement palestinien d'entente nationale,** condition pourtant nécessaire à tout progrès vers une paix juste.

Devant cette situation dramatique, les gouvernements occidentaux se cantonnent une nouvelle fois à « dénoncer l'engrenage de la violence » sans désigner le responsable de cette nouvelle tragédie, et appelant seulement le gouvernement israélien à la « retenue ». **Le président François Hollande est même allé jusqu'à cautionner l'agression d'Israël** contre la population de Gaza en déclarant, lors de son entretien téléphonique avec Benjamin Netanyahou le 9 juillet dernier, qu' « *il appartenait au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger la population face aux menaces* ».

L'Union européenne disposerait d'un moyen simple : **la suspension de l'accord d'association avec Israël** qui accorde des avantages économiques à ce pays. Cet accord est conditionné par le respect des droits humains, ce qui n'est pas le cas avec la colonisation et l'existence du mur qui sont **illégaux selon le droit international.**

Pour dénoncer cette passivité coupable de nos gouvernants, et obtenir des actions concrètes de la France auprès du pouvoir israélien et du Conseil de sécurité, **le Collectif national pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens appelle à un**

rassemblement

aujourd'hui **mercredi 16 juillet à 18h30**

Place des Invalides, 7e arr. de Paris

- **Pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza**
- **Pour l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem**
- **Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza**
- **Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international**
- **Pour le soutien au gouvernement palestinien d'entente nationale**

---

*Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) - Alliance for Freedom and Dignity (AFD) - Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba - Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Droit-Solidarité – Ensemble - Europe Ecologie les Verts (EELV) – **Facebook : Collectif national paix juste durable Palestine** Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Gauche Unitaire (GU) - Génération Palestine - La Courneuve-Palestine - le Mouvement de la Paix – les Alternatifs - les Femmes en noir - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) - Mouvement Politique d'Emancipation populaire (M'PEP) - Organisation de Femmes Egalité – Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) - Une Autre Voix Juive (UAVJ) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) - Union Générale des Etudiants de Palestine (GUPS-France) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires

Lettre ouverte à Monsieur François Hollande Président de la République française

11 juillet 2014

Jean-Pierre Bosino
sénateur de l'Oise
maire de Montataire

Monsieur le Président de la République,

Si la gravité de la situation en Palestine n'est pas nouvelle, les dernières évolutions dramatiques que l'on connait depuis plusieurs jours m'ont poussé à m'adresser à vous.

Lors d'un récent communiqué vous indiquez avoir fait part au Premier ministre israélien, Monsieur Netanyahou, de la *« solidarité de la France »* et avez affirmé qu'il appartenait *« au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces ».*

Élu de la nation, je ne me reconnais pas dans ce message de solidarité. **Il n'existe pas de symétrie entre occupant et occupé,** entre un État belliqueux et un peuple opprimé.

La ville dont je suis maire, **Montataire,** a été **la première ville au monde à se jumeler avec un camp de réfugié palestinien, le camp de Deisheh.** Ce partenariat se traduit par un engagement constant des Montatairiens qui organisent, en lien avec la municipalité et le comité de jumelage « Montataire-Deisheh », de nombreuses campagnes de solidarité avec le peuple palestinien. Depuis plus de 25 ans nous travaillons donc avec les Palestiniens se battant pour la reconnaissance de leur État, mais également avec des pacifistes israéliens qui, s'ils sont minoritaires, œuvrent au quotidien pour la paix et l'amitié entre les peuples.

Les récents agissements de l'État d'Israël, Monsieur le Président, sont inacceptables.

Il faut évidement condamner le meurtre des trois adolescents israéliens. Mais peut-on tolérer qu'une nation démocratique réponde au crime par la guerre ? Peut-on tolérer cette loi du talion qui a conduit Israël à des frappes aériennes sur la Bande de Gaza, frappes qui ont tué près de 80 civils palestiniens depuis lundi dernier ? Peut-on, enfin, apporter son soutien à un pays qui ne respecte pas les lois internationales et se soustrait depuis des dizaines d'années aux injonctions de l'ONU ?

C'est à la paix, Monsieur le Président, que notre pays que vous représentez doit appeler. L'escalade de la violence doit-être condamnée et il est de notre devoir d'agir pour éviter que la crise ne s'aggrave. Vingt mille réservistes ont déjà été appelés par l'armée israélienne qui dit ne pas exclure une offensive terrestre. La guerre n'est pas une option. Elle serait un désastre pour le peuple palestinien, méprisé et réprimé depuis bien trop longtemps déjà.

Les solutions existent et la France doit prendre sa part de responsabilités, notamment en prenant des initiatives au plan international pour un règlement global de cette question.

Agissons pour renforcer l'action de l'ONU en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Renforçons nos liens avec les pacifistes israéliens. Travaillons, enfin, à la reconnaissance pleine et entière de l'État palestinien, qui passe par le droit au retour des réfugiés.

L'heure est grave, Monsieur le Président, et le peuple français redoute une nouvelle montée des violences. Il revient à notre nation de prendre position dans ce conflit avec comme unique boussole l'objectif de la paix et du respect du droit international.

Je crois, Monsieur le Président, que nous pouvons encore partager des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité que notre pays incarne. C'est donc en tant qu'élu de la République et homme de gauche qui partage ces convictions que je m'adresse à vous.

Dans l'espoir de voir la situation évoluer dans le sens de la paix je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de ma haute considération.

Fédération de l'Oise du PCF
8, rue de Beauvoisis - 60100 Creil • 03 44 55 27 96
pcf.oise@wanadoo.fr **http://oise.pcf.fr**

PCF Parti communiste français
MEMBRE DU FRONT DE GAUCHE